

RAPPORT SUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE 2018-2019



TABLE DES MATIÈRES

- 1 LA SOLIDARITÉ EN ACTION POUR BÂTIR UN MONDE MEILLEUR**
- 2 SOLIDARITÉ ENTRE TRAVAILLEURS :
LES DÉLÉGATIONS DU SCFP**
- 6 LE FONDS POUR LA JUSTICE MONDIALE EN ACTION**
- 13 TRAVAILLER AVEC NOS ALLIÉS :
RENCONTRES INTERNATIONALES**
- 18 LA SUITE DES CHOSES**
- 21 LES MEMBRES DU COMITÉ NATIONAL DE LA JUSTICE MONDIALE**
- 21 LES DONATEURS DU FONDS POUR LA JUSTICE MONDIALE**

Le *Rapport sur la solidarité internationale* du SCFP 2018-2019 est une publication du Syndicat canadien de la fonction publique, 1375, boul. Saint-Laurent, Ottawa, Ontario K1G 0Z7.

Le syndicat a imprimé ce document en utilisant des encres à base d'huile végétale sur du papier recyclé post-consommation à 30 %, recyclable et biodégradable, sans chlore élémentaire et certifié par FSC Canada.

Éditrice en chef : Karin Jordan

Adjointe à la rédaction :
Céline Carré

Concepteur graphique :
Jocelyn Renaud

Conseillère en matière de
solidarité internationale :
Kelti Cameron

ISSN no 1920-1443

Téléchargez ce rapport ou
lisez-le en ligne à [scfp.ca/
justicemonddiale](http://scfp.ca/justicemonddiale)

Références photographiques :
Alamy (p. 9, 11) ; Alliance des
enseignants préoccupés
– Philippines (p. 2-3, 12, couver-
ture arrière) ; Josh Berson
(p. 10) ; SCFP (p. 4, 6, 8, 14) ;
Hatnim Lee (13, 15, 16, 18-19) ;
Maritimes-Guatemala Breaking
the Silence Network (couver-
ture) ; Ahmad Odeh (p. 5,
20) ; Fédération du travail de
l'Ontario (p. 7) ; Coalition trina-
tionale pour la défense de
l'éducation (p. 16).

LA SOLIDARITÉ EN ACTION POUR BÂTIR UN MONDE MEILLEUR

Le SCFP est profondément engagé envers le mouvement syndical mondial et la solidarité internationale. Les liens avec les travailleurs et les alliés communautaires du monde entier renforcent notre lutte collective pour les droits de la personne et du travail, le travail décent, la paix et des services publics efficaces. En 2018-2019, nous avons continué de soutenir et d'apprendre des mouvements qui sont au cœur de la lutte mondiale pour la justice économique et sociale.

Cette année, nous avons continué à œuvrer en solidarité avec les travailleurs et les alliés communautaires de nombreux pays. Nous avons aussi consolidé des partenariats à long terme par l'entremise de notre Fonds pour la justice mondiale. Et nous avons approfondi notre compréhension critique du rôle du Canada dans le monde.

Nous faisons ce travail parce que nous savons que la solidarité est vitale. C'est notre outil le plus puissant pour bâtir un monde meilleur et elle est plus que jamais nécessaire. Les inégalités et l'injustice ne peuvent que nous diviser. Nous devons nous unir face à la montée de la peur, du racisme et de la haine au Canada comme à l'étranger.

À travers le monde, les mouvements populaires, y compris le mouvement syndical, font face à des menaces croissantes. Les gouvernements de droite et les entreprises intensifient la répression des mouvements qui militent pour un monde meilleur, basé sur la redistribution de la richesse, le financement des services publics par le biais d'une fiscalité équitable, la protection des droits du travail et des droits territoriaux, ainsi que la promotion de la justice environnementale et sociale.

La solidarité internationale nous offre une perspective critique pour comprendre le monde qui nous entoure. Cela nous aide à saisir la vue d'ensemble de notre travail syndical au quotidien, à la table des négociations, à la défense des services publics et lors de nos actions politiques. Notre lutte contre le pouvoir croissant des entreprises et les inégalités va de pair avec la protection des droits des travailleurs et des services publics, au Canada et à l'étranger. Les puissantes forces économiques, corporatives et politiques derrière les gouvernements de droite sont mondiales : notre riposte doit l'être tout autant.

Tant que nous ne sommes pas tous libres, aucun d'entre nous n'est libre.



Mark HR



Charles Fleury.

SOLIDARITÉ ENTRE TR LES DÉLÉGATIONS DU SCFP

UNE VISITE AUX PHILIPPINES MET EN LUMIÈRE LA DÉFENSE
DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES SERVICES PUBLICS



AVAILLEURS

En novembre 2018, une délégation du SCFP a visité deux de nos syndicats partenaires aux Philippines, soit l'Alliance des enseignants préoccupés (ACT) et la Confédération pour l'unité, la reconnaissance et l'avancement des employés du gouvernement (COURAGE). La délégation a appris de première main les défis complexes que



doivent relever les travailleurs sous le gouvernement du président Rodrigo Duterte.

L'ACT milite pour l'augmentation des investissements en éducation, une augmentation de salaire et la réduction de la charge de travail. Les enseignants doivent souvent payer les fournitures scolaires de leur propre poche. L'association a organisé sa troisième grève nationale, peu après la visite du SCFP.

Le recours croissant à des contractuels précaires et dépourvus d'avantages sociaux représente un problème très grave pour la main-d'œuvre des secteurs public et privé. COURAGE fait campagne pour mettre fin à la précarité d'emploi, stopper la privatisation des services publics et augmenter le salaire minimum mensuel.

Notre délégation a rencontré des membres de COURAGE travaillant pour l'autorité alimentaire nationale (National Food Authority ou NFA). Ces travailleurs se battent contre un projet de loi du congrès qui ouvrirait le marché philippin du riz au marché mondial. La NFA y perdrait son pouvoir de réglementer le prix et la qualité du riz dans l'intérêt public. La NFA fait pour le riz ce que la Commission canadienne du blé faisait pour

le blé chez nous, avant sa privatisation.

La délégation du SCFP a rencontré des dirigeants syndicaux et de la société civile, des gens menacés, surveillés et intimidés par les militaires pour leurs activités politiques. Les délégués ont aussi rencontré des groupes de défense des droits de la personne, qui ont répertorié 195 victimes d'exécutions extrajudiciaires, principalement des autochtones et des agriculteurs, et plus de 500 prisonniers politiques, y compris des membres de l'ACT et de COURAGE.

Le gouvernement Duterte a annulé les pourparlers de paix, prolongé la loi martiale et miné les piliers de la démocratie, comme la liberté de presse. Le gouvernement a augmenté les dépenses dans l'armée et la police pour soutenir sa guerre contre la drogue, qui a entraîné la mort de plus de 30 000 personnes, la plupart très pauvres. L'armée a également été déployée pour faire taire toute résistance aux politiques gouvernementales, en particulier dans les communautés autochtones et agricoles.

Notre délégation a rencontré des dirigeants et des étudiants de la communauté autochtone Lumad, qui ont été relocalisées par les autorités. Ces



leaders tentent de protéger leurs terres contre les activités d'extraction minière locales et étrangères et la destruction de l'environnement. Les forces armées des Philippines tentent de réprimer le conflit en occupant les écoles autochtones de la région. L'ACT est membre du réseau « Sauvons nos écoles », un regroupement d'organisations nationales et locales qui défendent les écoles autochtones contre ces attaques. Les délégations internationales de solidarité offrent à ces communautés la possibilité de partager leurs expériences. Cela permet au SCFP d'aider à dénoncer ces violations et à tenir les auteurs responsables.

UNE DÉLÉGATION DU SCFP SE REND EN ISRAËL ET PALESTINE EN SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS

En juillet 2018 a eu lieu la première visite de solidarité

internationale du SCFP en Israël et en Palestine. Elle avait pour objectif de connaître l'impact de l'occupation israélienne sur les travailleurs palestiniens et sur les des droits de l'ensemble de la population.

La délégation s'est rendue dans de grandes villes et de plus petites communautés israéliennes et palestiniennes. Ses membres ont rencontré toutes sortes d'intervenants dont ils ont beaucoup appris : des militants et des dirigeants du mouvement syndical, des conseillers juridiques, des militants de la société civile et des droits de la personne, des universitaires, des représentants du gouvernement canadien, des représentants du mouvement Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) et des résidents de Khan al-Ahmar, une communauté bédouine de Cisjordanie menacée de démolition.

Les travailleurs en Israël vivent dans une économie marquée par les réformes du gouvernement de droite, qui a mené à la privatisation du secteur public et au transfert des actifs de l'État à quelques familles riches. Le système socioéconomique qui s'est développé au cours des deux dernières décennies alimente une énorme inégalité de revenus. Plus d'un million de travailleurs vivent sous le seuil de pauvreté. Les jeunes travailleurs, les migrants et les travailleurs arabes sont particulièrement vulnérables devant l'affaiblissement du filet de sécurité sociale et du recul des droits du travail, qui a coïncidé avec ces réformes.

Le peuple palestinien vit sous un régime déterminé à l'expulser de ses terres ancestrales. Les membres de la délégation ont entendu la réalité quotidienne

DÉLÉGATION DU SCFP DANS LA VALLÉE DU JOURDAIN, EN CISJORDANIE ▶

◀ DÉLÉGATION DU SCFP À BAGUIO,
AUX PHILIPPINES

des habitants des territoires palestiniens occupés. Celle-ci se compose de restrictions à la liberté de mouvement, d'arrestations et de détentions arbitraires, de confiscation et de destruction de biens, de ségrégation des moyens de transport, de déni de services et de ressources de base, ainsi que de réactions militaires disproportionnées à toute forme de protestation ou de résistance. Les Palestiniens qui vivent dans la vallée du Jourdain peinent à accéder à l'eau, celle-ci étant détournée des maisons et des terres agricoles au profit des colonies.

Les citoyens palestiniens d'Israël ont également vu leurs droits s'effriter. En juillet 2018, le parlement israélien a approuvé la Loi fondamentale relative à l'État-nation juif. Cette législation retire à

l'arabe son statut de langue officielle, légalise la discrimination en matière de logement fondée sur l'origine ethnique, religieuse ou nationale et prive les Palestiniens du droit à l'autodétermination.

Les travailleurs des territoires occupés sont extrêmement vulnérables. Les membres de la délégation ont appris qu'ils partageaient les mêmes expériences de précarité que les autres travailleurs de la région et du monde entier, mais que l'occupation rend leur situation encore plus précaire. Beaucoup sont forcés de travailler dans les colonies de peuplement illégales ou en Israël, où la protection de leurs droits est limitée. Pour travailler en dehors des territoires occupés, il faut obtenir un permis. La révocation de ce permis sert de menace pour intimider les travailleurs

qui résistent sur leur lieu de travail ou qui militent dans leur communauté. Les femmes sont particulièrement exposées au harcèlement et à l'exploitation.

Le SCFP reconnaît depuis longtemps, comme condition préalable à la paix, la nécessité, pour le gouvernement israélien, de se retirer des territoires palestiniens occupés et de se conformer aux résolutions 242 et 338 de l'ONU. Le SCFP a appelé Israël à démanteler le mur de séparation de 700 kilomètres et à mettre fin aux actes de violence qui mènent à la mort de trop d'innocents, qu'ils soient palestiniens ou israéliens. Nous avons aussi exprimé notre soutien à un processus de paix qui reconnaît l'égalité des Israéliens et des Palestiniens et qui se fonde sur la mise en œuvre des résolutions de l'ONU et le droit international.





LE FONDS POUR LA JUSTICE MONDIALE EN ACTION

En 2018-2019, le Fonds pour la justice mondiale du SCFP a soutenu des travailleurs et des alliés communautaires en Birmanie, au Canada, en Colombie, à Cuba, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et aux Philippines. Le fonds a soutenu dix projets œuvrant pour la paix, la promotion des droits des travailleurs et de l'égalité des genres, la défense des droits de la personne, le renforcement des capacités des syndicats, la lutte contre la privatisation de l'eau, la promotion des services publics et la sensibilisation des membres du SCFP. Voici quelques exemples de mesures prises par nos partenaires et alliés pour créer un monde meilleur.

TRAVAILLEURS MIGRANTS AU CANADA

Pendant des années, les aidants migrants, les défenseurs des droits des migrants et d'autres alliés ont pressé le gouvernement canadien d'accorder la résidence permanente aux aides familiales et aux autres travailleurs migrants. Dans le cadre de cet effort, KAIROS soutient la *campagne pour le statut des aides familiales*.

Au cours de la dernière année, cette campagne a exhorté le gouvernement canadien à accorder la résidence permanente à tous les travailleurs migrants et à leurs proches, dès leur arrivée au pays.

La politique d'immigration du Canada a souvent fait preuve de discrimination en offrant la résidence permanente à des groupes de personnes de pays spécifiques ou ayant un certain niveau de revenu, tout en maintenant d'autres groupes sous statut temporaire.

En 2018, le gouvernement fédéral a annoncé des modifications à son programme pour les aides familiaux résidents. Cela a créé la panique parmi les aidants migrants travaillant dans les domaines de la garde d'enfants, des soins de longue durée et des soins aux personnes âgées, ainsi que pour leurs employeurs. Les changements auraient eu pour effet que les aides familiales qui n'avaient pas travaillé de manière continue pendant 24 mois, en novembre 2019, ne seraient pas admissibles à la résidence permanente.

Les groupes de travailleurs migrants et leurs alliés, dont le SCFP, se sont mobilisés contre le nouveau programme et ont lancé une campagne. Ces efforts coordonnés ont amené le gouvernement fédéral à annoncer deux nouveaux projets pilotes de cinq ans, offrant aux aides familiales une voie d'accès à la résidence permanente.

Ces nouveaux programmes fournissent des permis de travail spécifiques à une profession. Cela permet aux aidants de changer de travail rapidement et facilement en cas de besoin, ce qui les rend moins vulnérables aux abus. De plus, les membres de la famille pourront accompagner ces travailleuses au moyen de permis de travail pour les conjoints et de permis d'études pour les enfants à charge.

Il s'agit d'une étape importante, même si l'annonce ne concerne que les aides familiales et que ceux-ci attendront toujours deux ans avant d'obtenir le statut de résident permanent. Le gouvernement semble s'attaquer au déséquilibre de pouvoir inhérent entre les travailleurs migrants et leurs employeurs, situation aggravée par le Programme des travailleurs étrangers temporaires et ses permis de travail spécifiques à l'employeur.

AMÉRIQUE CENTRALE

Le Réseau de femmes centraméricaines, solidaires des travailleuses des maquiladoras, aussi appelé simplement le Réseau, est une coalition de sept organisations de défense des droits des femmes du El Salvador, du Guatemala, du Nicaragua et du Honduras. Il concentre ses efforts sur les droits des travailleuses des maquiladoras. Le Réseau s'attaque aux causes profondes des violations des droits des travailleuses dans les ateliers



◀ MANIFESTATION POUR LES DROITS DES MIGRANTS, À TORONTO



COMITÉ DE GRÉVISTES DE BUENAVENTURA
EN VISITE AU SCFP NATIONAL AVEC LES
OFFICIERS NATIONAUX ET LE COMITÉ
DE LA JUSTICE MONDIALE

clandestins en s'efforçant de modifier les politiques du travail nationales et régionales.

En juin 2018, le Réseau a organisé un forum public au Honduras pour examiner les réalisations des travailleuses des maquiladoras en Amérique centrale et les défis auxquels elles sont toujours confrontées. Les organisations membres ont partagé des recherches, notamment une étude guatémaltèque sur la violence au travail en tant que facteur de risque professionnel et ses conséquences sur la vie des femmes. Une étude réalisée au El Salvador a examiné la situation socioéconomique d'un groupe de travailleuses et d'anciennes travailleuses des maquiladoras dans la municipalité de San Marcos. Une étude réalisée au Honduras s'est penchée sur les facteurs affectant la santé mentale des travailleuses dans les ateliers clandestins de fabrication de vêtements de la région de Cortes.

Les pays d'Amérique centrale où le Réseau opère sont confrontés à des gouvernements de plus en plus corrompus et répressifs, à une militarisation de la société, à une précarité croissante de l'emploi et à la suppression des lois

protégeant les travailleurs. Les participantes ont souligné qu'il était important de s'unir pour renforcer les campagnes par le biais des réseaux sociaux et des manifestations, afin de garantir le respect des droits de la personne et du travail, ainsi que la reconnaissance des maladies professionnelles par les autorités gouvernementales.

COLOMBIE : SINTRACUAVALLE

SINTRACUAVALLE, le syndicat représentant les travailleurs du service public d'eau ACUAVALLE dans la région de Valle de Cauca, a fait la promotion de sa campagne populaire intitulée « Plan social de défense de l'eau dans les mains du public » dans plusieurs communautés. De grands projets agricoles et commerciaux, qui privatisent les sources d'eau pour des fins industrielles, menacent l'approvisionnement en eau dans certaines grandes municipalités. Le contrôle privé de l'eau en vrac limite l'accès pour les résidents de la communauté.

SINTRACUAVALLE s'engage à faire en sorte que l'eau ne soit pas traitée comme une marchandise et soit accessible à chacun, quelle que soit sa

capacité de payer. Le syndicat travaille avec des communautés situées en dehors des grandes municipalités pour renforcer leur capacité à contrôler et exploiter leurs propres systèmes d'approvisionnement en eau. Ces systèmes autogérés, sans but lucratif, fonctionnent selon les principes de solidarité et de démocratie, permettant aux communautés de promouvoir l'agriculture à petite et moyenne échelle et la souveraineté alimentaire.

Les travailleurs de l'eau membres de SINTRACUAVALLE font la promotion de ce plan pour protéger leur service public de la privatisation. Le programme « L'eau pour la prospérité » du gouvernement colombien encourage les partenariats public-privé, soutenus par des investisseurs privés cherchant à privatiser les systèmes publics d'eau pour en tirer profit.

Le syndicat a mis en place un comité pour maintenir le statut public de l'eau. Ce comité collabore avec les membres de la communauté sur des stratégies pour mettre fin à la privatisation. Il soutient une campagne réunissant le syndicat et des groupes locaux pour la protection du système d'eau public de la communauté de Jamundi. Dans cette localité, des investisseurs colombiens et japonais exercent des pressions pour qu'on privatise le système.

SINTRACUAVALLE a également organisé cette année un forum régional dans le but de promouvoir l'eau comme une condition préalable à une paix véritable. Le rôle de premier plan joué par le syndicat dans la défense des droits des travailleurs et du droit d'accès universel à l'eau fait en sorte que ses dirigeants sont constamment menacés.

COLOMBIE : NOMADESC

Au début de 2019, l'Association pour la recherche sociale et l'action (NOMADESC) offrait sa solidarité aux peuples autochtones qui menaient une action collective en surveillant les droits de la personne. Leur mobilisation s'appelait la *Minga sociale pour la défense de la vie, du territoire, de la démocratie, de la justice et de la paix*. Des milliers d'Autochtones de la région de Valle de Cauca ont manifesté et pris d'autres mesures pour exiger une rencontre avec le président colombien Ivan Duque.

Les manifestants demandaient au gouvernement de respecter les accords de paix de 2016 et de tenir ses promesses

concernant les droits de la personne, la fin des violences, et le développement. À ce jour, le gouvernement a réagi par la répression. Celle-ci est exercée par les forces de sécurité de l'état. Des dizaines de personnes ont été blessées et les abris des manifestants autochtones ont été détruits. NOMADESC documente les violations des droits en déposant des plaintes. Le groupe coordonne également le soutien international aux mobilisations sociales communautaires, appelées *mingas*.

Depuis la démobilisation des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) en 2017, des groupes paramilitaires d'extrême droite ont pris le contrôle des territoires précédemment occupés par les rebelles. Ces groupes seraient en grande partie responsables des actes de violence et des assassinats perpétrés contre les défenseurs des droits de la personne. Il y a eu 478 assassinats depuis la signature des accords de paix à la fin de 2016. Plus de 200 dirigeants de mouvements sociaux ont été tués

en Colombie entre janvier 2018 et février 2019, principalement dans le sud-ouest du pays.

En janvier 2019, un tribunal de Cali a condamné trois officiers de l'armée à la retraite pour avoir projeté l'assassinat de la directrice du NOMADESC, Berenice Celeita, du sénateur de l'opposition Alexander López et des dirigeants de SINTRAEMCALI, le syndicat des travailleurs municipaux de Cali qui s'est fermement opposé à la privatisation. La condamnation et la peine de quatre ans d'emprisonnement font suite à des années d'enquête qui ont finalement prouvé que le colonel Julian Villate Leal et les majors Alfonso Abondano Mikan et Marco Fidel Rivera étaient à l'origine du complot d'assassinat de 2004. Villate Leal s'est entraîné à l'École des Amériques, une installation de l'armée américaine.

CUBA

En 2018, les syndicats cubains, y compris la section locale du Syndicat national des travailleurs du secteur public (SNTAP) à La Havane, ont organisé des



consultations en milieu de travail sur un projet de nouvelle constitution nationale. Des centaines de milliers de personnes, incluant les travailleurs du secteur public et des étudiants, ont participé à ces vastes consultations. Le 24 février 2019, le peuple cubain a approuvé une nouvelle constitution. Selon la Commission électorale nationale, 90,15 pour cent des 8,7 millions d'électeurs inscrits ont participé au scrutin, dont 86,85 pour cent qui ont voté en faveur du projet.

La nouvelle constitution, qui encadre l'éducation universelle gratuite et les soins de santé publics accessibles, devrait également ouvrir l'économie au secteur privé. L'impact de l'intervention américaine en cours dans la région, notamment au Venezuela, a obligé Cuba à permettre aux entreprises privées de s'implanter pour la première fois depuis des décennies. Le Venezuela fournit une grande partie du pétrole cubain, mais son accès a été limité en raison de la crise actuelle. Le blocus économique de Cuba par les

États-Unis reste en vigueur et le président américain Donald Trump a annoncé de nouvelles sanctions contre le pays. Certaines des dispositions de la nouvelle constitution tentent d'atténuer cette situation difficile.

HONDURAS

Le Collectif des femmes honduriennes (CODEMUH) fait une énorme quantité d'organisation pour mettre fin à la violence contre les femmes en milieu de travail, dans un pays qui affiche le deuxième taux de féminicides le plus élevé au monde. Le CODEMUH est l'une des rares organisations honduriennes à plaider en faveur de la santé et de la sécurité des travailleurs, en se concentrant spécifiquement sur les travailleuses des maquiladoras, qui fabriquent des vêtements dans des ateliers clandestins. L'organisme s'efforce d'améliorer les droits des femmes en mettant l'accent sur la santé et la sécurité, en défendant les droits fondamentaux du travail et en plaidant pour le droit des femmes à une vie sans violence.

En novembre 2018, le CODEMUH a organisé une grande manifestation à San Pedro Sula pour protester contre le fait que 96 pour cent des 322 cas de féminicide signalés cette année-là étaient restés impunis. La classe dirigeante était en désaccord avec cette campagne et a répliqué en intensifiant la violence contre les opposants politiques et ce, depuis les élections frauduleuses de novembre 2017. C'est dans la région d'activité du CODEMUH que cette répression postélectorale a été la plus forte, mais le collectif continue de se concentrer sur la défense et l'amélioration des droits des femmes en fournissant de l'éducation et de la formation, du lobbying et une assistance juridique et médicale.

La violence qui a suivi les élections et les liens entre le crime organisé et le gouvernement du président de facto Juan Orlando Sanchez ont entraîné un bouleversement social sans précédent. Depuis octobre 2018, deux caravanes de migrants ont traversé l'Amérique centrale et le Mexique pour tenter de demander l'asile aux États-Unis. Plus de 10 000 résidents d'Amérique centrale ont tenté de migrer collectivement en raison de la dégradation des conditions économiques et sociales en 2018.



◀ SANDRA RAMOS, DIRIGEANTE DU MEC, AU CONGRÈS NATIONAL DU SCFP



NICARAGUA

Le conflit social et politique actuel au Nicaragua a eu un impact significatif sur le Mouvement María Elena Cuadra des travailleuses et des femmes sans emploi (MEC) et les communautés qu'il soutient. Le MEC fait de l'organisation pour défendre les droits des travailleuses des ateliers clandestins et l'égalité des sexes.

En avril 2018, le gouvernement du président Daniel Ortega a réduit les prestations de sécurité sociale et de retraite publiques, en plus d'augmenter les cotisations de sécurité sociale des employeurs et des employés. Ortega réagissait aux directives du Fonds monétaire international visant à réduire les dépenses de sécurité sociale. Ces mesures ont déclenché de vastes manifestations, parfois violentes, qui ont été réprimées avec une vigueur sans précédent.

Des groupes armés ont établi des barrages routiers et de nombreuses routes principales

de la capitale ont été fermées pendant des semaines. Selon Amnesty internationale, entre avril et septembre, au moins 322 personnes ont été tuées dans des affrontements violents, des attaques contre des manifestants et des assassinats. Plus de 700 personnes détenues en lien avec ces manifestations sont toujours en prison. Des milliers d'autres ont fui le pays ou se cachent.

En mai 2018, un dialogue national a été établi pour trouver un moyen de sortir de la crise, avec la participation de nombreux secteurs : gouvernement, entreprises, étudiants, universités, travailleurs, paysans, églises et communautés autochtones et afro-nicaraguayennes. Les dirigeantes du MEC ont aidé à représenter les travailleurs dans ce dialogue.

Les dirigeantes du MEC ont été nommées à la Commission de vérification et de sécurité, un organe composé de représentants de l'opposition et du gouvernement. Il est chargé

de surveiller les barrages routiers et autres manifestations, d'enquêter sur les informations faisant état de prisons clandestines et de visiter les hôpitaux et les cliniques pour interroger les personnes blessées au cours du conflit.

Le MEC jouit d'une grande renommée en tant que critique du gouvernement et représentant de l'opposition dans les négociations avec celui-ci. Cela en fait une cible de la répression par les forces de sécurité gouvernementales et les groupes paramilitaires progouvernementaux.

Cette situation a directement affecté les travailleuses des maquiladoras que le MEC tente de défendre. Les ateliers clandestins des zones franches du Nicaragua ont été fermés pendant les pires périodes du conflit. Certaines des personnes arrêtées sont les enfants de travailleuses liées au MEC. Les déplacements entre certaines communautés ont été dangereux pendant des semaines.

La crise a empêché le MEC de mener à bien la plupart de ses activités de formation et de sensibilisation. Pendant ce temps, la demande pour sa clinique juridique mobile a augmenté. Le personnel de la clinique, qui s'occupe des violations des droits du travail et de la violence sexiste, s'est employé à défendre les membres de la communauté qui avaient été détenus de manière arbitraire et à repousser les actions de l'État qui menaçaient le statut juridique du MEC.

PHILIPPINES

Au début de 2019, le président Duterte a mis en place une réforme fiscale qui a fait augmenter le prix des marchandises et des transports. L'inflation a grimpé à 5,2 pour cent. Pendant ce temps, le recours excessif aux contractuels s'est poursuivi. De plus en plus de travailleurs des secteurs public et privé organisent des manifestations et des grèves.

La Confédération pour l'unité, la reconnaissance et l'avancement des employés du gouvernement (COURAGE) fait campagne pour un salaire minimum mensuel national de 16 000 pesos philippins (environ 410 \$ CAN) pour les employés de l'État, parallèlement à une campagne visant à rendre permanents les employés du gouvernement à contrat. Aux Philippines, le secteur public est fortement tributaire des contractuels recrutés par des agences privées. Les travailleurs contractuels sont privés du statut permanent, ne



bénéficient pas d'avantages sociaux et sont davantage exploités en recevant un salaire inférieur à celui des employés permanents.

COURAGE a contraint le gouvernement, par le lobbying et la mobilisation de masse, à mettre de côté ses projets de licenciement massif de contractuels. Le gouvernement avait annoncé ces licenciements pour inciter les agences gouvernementales à revoir leur main-d'œuvre actuelle et à identifier les contractuels qui devraient devenir permanents. Les contractuels actuels n'auraient été réembauchés que s'ils travaillaient pour une agence d'emploi privée.

Les pressions ont également obligé le gouvernement à modifier la législation pour que les contractuels touchent le même salaire que les employés de l'État occupant un poste équivalent. C'est une victoire partielle, mais cruciale. COURAGE a créé des liens avec de nombreux syndicats dans des agences privées en dehors de Manille.

L'Alliance des enseignants préoccupés (ACT) fait campagne pour améliorer le secteur de l'éducation. Elle réclame la fin de la loi martiale et des attaques militaires contre les écoles des peuples autochtones à Mindanao. Elle défend aussi les droits et le bien-être de tous les travailleurs. L'ACT est devenue le plus grand syndicat du secteur public aux Philippines. Elle fait actuellement campagne auprès de la Chambre des représentants pour obtenir des augmentations de salaire. En 2019, l'ACT et leur bras politique, le Parti de l'ACT, ont célébré une victoire majeure de leur campagne avec la mise en place de l'enseignement postsecondaire gratuit. Les prochaines étapes pour s'assurer que la politique est mise en œuvre de manière juste et équitable incluent l'élimination des frais accessoires et la promotion d'un financement public accru pour les établissements d'enseignement postsecondaire.

TRAVAILLER AVEC NOS ALLIÉS

RENCONTRES INTERNATIONALES

Le travail de solidarité internationale du SCFP est fondé sur le fait que la lutte pour la justice économique et sociale n'a pas de frontières. Le SCFP est un membre actif de l'Internationale des services publics (ISP), un regroupement de 20 millions de travailleurs du secteur public dans 163 pays. Grâce à nos relations de longue date avec les mouvements sociaux et notre affiliation avec l'ISP et d'autres groupes mondiaux et régionaux, nous continuons à construire un mouvement de plus en plus interconnecté et donc, plus puissant.

ÉLABORER DES STRATÉGIES SYNDICALES POUR RAMENER LES SERVICES PUBLICS À L'INTERNE

Le SCFP a participé à un atelier syndical international sur l'inversion de la privatisation, également appelée remunicipalisation. Plus de 60 dirigeants, chercheurs et organisateurs syndicaux de tous les continents ont participé à cet atelier de l'ISP qui s'est tenu à Genève en décembre 2018.

Les participants ont partagé les succès et les échecs liés au retour à l'interne des services publics. Le SCFP a raconté le cas du SCFP 500 qui s'efforce de remunicipaliser les services de traitement des déchets solides à Winnipeg, y compris le projet pilote interne rapatrié récemment.

Le retour des services privatisés à la propriété, à la gestion et à l'exploitation publiques est un processus complexe qui



varie d'une juridiction à l'autre. Les syndicats font campagne à partir des préoccupations spécifiques des travailleurs quant à leurs conditions de travail.

L'atelier a mis l'accent sur les campagnes contre la privatisation, mais il avait aussi prévu un moment pour la réflexion stratégique sur l'avenir. Le travail de remunicipalisation peut offrir aux syndicats l'occasion de recruter et de croître. Mais le milieu syndical doit faire plus que réagir à la privatisation. Il faut aussi mobiliser nos membres et la collectivité pour obtenir des changements en appui à un secteur public fort.

Les travailleurs peuvent le faire en constituant de larges coalitions, qui influencent les plateformes des partis politiques progressistes, en tissant

des liens avec nos membres et tous les usagers des services publics, ainsi qu'en partageant nos recherches et notre expérience concernant les avantages qu'apportent des services pleinement publics à la population, aux travailleurs et aux gouvernements. Les syndicats doivent contribuer à cet effort, en offrant une réflexion à long terme, la stabilité organisationnelle, des réseaux politiques et une expertise juridique.

L'atelier a également souligné que les syndicats canadiens ne peuvent pas être complaisants. Nous nous inspirons des histoires entendues lors de l'atelier pour continuer à soutenir nos collègues.

L'atelier soutiendra le développement d'une trousse de l'ISP pour aider les syndicats à rapatrier les services à l'interne.

FORGER L'AVENIR DU TRAVAIL ET METTRE FIN À LA VIOLENCE ET AU HARCÈLEMENT

Des travailleurs des quatre coins des Amériques se sont rencontrés pour élaborer des stratégies visant à ce que le secteur public crée de bons emplois, maintenant et à l'avenir, sans violence ni harcèlement. Une conférence régionale de l'ISP intitulée « L'avenir du travail et la fin de la violence et du harcèlement dans la fonction publique » s'est tenue à Santiago du Chili en novembre 2018.

Le SCFP s'est joint à 90 syndicalistes d'Amérique latine, du Canada et des Caraïbes pour discuter de la violence sexiste et élaborer une stratégie collective afin d'influencer la nouvelle Convention de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur la violence et le harcèlement dans le monde du travail. Les syndicats canadiens jouent un rôle important dans le processus de négociation pluriannuel de l'OIT, auquel participent des syndicats, des employeurs et des représentants des gouvernements.

La conférence a également porté sur l'avenir du travail dans le contexte des mutations technologiques, de la précarité de l'emploi, de la privatisation et d'autres tendances mondiales. Les droits de la personne y ont occupé un rôle central. Les dirigeants syndicaux de chaque grand secteur ont évoqué les défis et les campagnes dans leurs pays et dans toutes les régions. Ils ont expliqué en quoi l'utilisation des médias sociaux par la droite pour manipuler les élections et la xénophobie croissante constituaient des obstacles à la syndicalisation des travailleurs luttant pour le progrès social.

La conférence avait une forte perspective de genre. Les femmes y étaient bien représentées. Cela est conforme aux statuts de l'ISP et ses dispositions sur la parité entre les sexes. Les jeunes leaders étaient également bien représentés et actifs.





De nombreuses histoires ont souligné que des dirigeants syndicaux et des défenseurs des droits de la personne sont victimes de meurtre ou des voies de faits. Les dirigeants vivant dans des régimes violents ont parlé de résistance, d'action directe et d'alliances de mouvements sociaux. Le même courage et la même solidarité étaient à l'honneur dans un musée commémorant les « disparus » du dictateur chilien Augusto Pinochet, au cours des années 1970 et 80. Certains amis et anciens conseillers du dictateur sont revenus au pouvoir, tandis qu'un régime d'extrême-droite, misogyne, homophobe et raciste, a pris le contrôle du Brésil voisin. À travers les Amériques, des militants risquent leur vie en défendant les droits, les terres et les services publics contre les activités d'entreprises présentes ou même originaires de chez nous.

Les participants ont discuté de déclarations sur l'avenir du travail et la lutte contre la violence et le harcèlement dans le monde du travail des services publics. Ils sont également descendus dans la rue, pour rejoindre des militants

syndicaux et communautaires qui protestaient contre la privatisation financée par les caisses de retraite et les autres attaques néolibérales au Chili. Le SCFP a défilé aux côtés de syndicalistes de tout le continent qui luttent contre la commercialisation de l'eau, des soins de santé, de l'éducation et d'autres services publics, dans un puissant moment de solidarité et de force.

POUSSER POUR LA JUSTICE ENTRE LES SEXES AUX NATIONS UNIES

En mars 2019, 180 femmes, syndicalistes et militantes des droits du travail de plus de 42 pays, se sont jointes au mouvement des femmes, à New York, pour défendre les droits des femmes et des filles à la 63e session annuelle de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies.

Le SCFP participe à ces négociations chaque année. Le thème de la session de 2019 était particulièrement important, puisqu'il mettait l'accent sur le rôle crucial des programmes sociaux et des services publics dans la lutte contre les inégalités. Voir autant de femmes et de

personnes s'identifiant comme femmes, issues de divers mouvements sociaux, se réunir ainsi avait quelque chose de très inspirant. Elles ont discuté des moyens pour défendre ensemble l'inclusion, l'accessibilité et l'universalité des services publics.

Le SCFP faisait partie de la délégation syndicale canadienne et de celle de l'ISP. Les discussions à l'ONU et dans les sessions parallèles de la société civile ont porté surtout sur l'impact disproportionné de la privatisation sur les femmes, le besoin de services publics incluant les personnes LGBTQ2+, les femmes handicapées et les migrantes, et les campagnes mondiales pour la justice fiscale et l'éradication de la violence sexiste.

Des femmes du monde entier ont exprimé avec passion la nécessité de services publics efficaces, en contraste avec la privatisation ou l'aide au développement. C'était un contrepoids puissant aux gouvernements et aux organisations qui poussaient un programme conservateur pendant les négociations. Les services publics sont une source d'emplois



décents. Ils peuvent transformer la vie de tant de femmes et de filles, notamment celles victimes de la pauvreté, du racisme, du capacitisme et d'autres formes d'oppression. Pouvoir partager nos expériences, souvent marginalisées, et nos appels à l'action, est éminemment précieux.

La déclaration syndicale mondiale adressée à la CCFNU, au nom de 85 millions de travailleuses, demande des services de garde publics et des programmes sociaux, comme les congés de maternité, les allocations de chômage et les prestations de retraite publiques afin de répondre aux besoins des femmes, en particulier les plus marginalisées. Elle souligne également la nécessité pour les gouvernements de défendre et de promouvoir les droits et la protection des travailleuses.

La semaine s'est conclue sur une note inspirante : les déléguées du SCFP et d'autres femmes syndicalistes ont quitté la réunion pour se joindre aux étudiants new-yorkais, qui débrayaient pour réclamer des actions dans le dossier des changements climatiques.

PARTAGER DES STRATÉGIES POUR DÉFENDRE L'ÉDUCATION PUBLIQUE

Le SCFP a participé à la 13^e conférence annuelle de la Coalition trinationale pour la défense de l'éducation publique à Orizaba (Veracruz, Mexique). Ce rassemblement des travailleurs de l'éducation canadiens, américains et mexicains a eu lieu en novembre 2018.

Partout en Amérique du Nord, l'enseignement public de grande qualité et accessible à tous subit des pressions. Les enseignants, les professeurs et le personnel sont confrontés à des coupures du financement public, à la privatisation et à la précarisation des emplois. Mais les travailleurs et les syndicats répliquent, défendant l'éducation publique comme un bien commun qui profite à tous.

La conférence s'est concentrée sur les stratégies de défense du droit à l'éducation. Le SCFP a partagé la façon dont notre syndicat s'attaque à la précarité dans le secteur postsecondaire, soulignant notre récente recherche qui révèle la montée de la précarité sur les campus.

Les trois pays ont en commun des écoles dans des conditions déplorables, des enseignants payants eux-mêmes les fournisseurs de leur classe, des employés effectuant des heures de travail non rémunéré et la hausse du nombre de contrats temporaires de courte durée. Les intérêts commerciaux

utilisent ces conditions pour réclamer une plus grande privatisation.

Les participants ont également partagé des récits de lutte contre l'augmentation de la taille des groupes, la prolifération des écoles privées et les réformes éducatives descendantes qui ne protègent pas l'intérêt des élèves.

FAIRE UNE DIFFÉRENCE

En tant que syndicalistes, nous sommes convaincus que la force croissante des travailleurs à travers le monde conduira à la dignité au travail et à une société juste. La solidarité prend de nombreuses formes, à commencer par nos délégations et les projets du Fonds pour la justice mondiale. Notre travail quotidien consiste également à soutenir des campagnes et actions mondiales, à exprimer notre solidarité et nos préoccupations par le biais de déclarations et de lettres, à fournir un soutien financier et à tenir le gouvernement canadien responsable de ses actes à l'étranger. Nos voix et nos actions font une différence. Au cours de la dernière année, nous avons aussi travaillé en solidarité avec divers mouvements sociaux et ouvriers, notamment en Afrique du Sud, au Bangladesh, au Brésil, au Cameroun, aux États-Unis, en Haïti, en Iran, en Israël, au Mexique, en Palestine et au Venezuela.

LA SUITE DES CHOSES



La solidarité internationale est l'antidote à la peur. Le courage des partenaires du SCFP, en particulier au cours de la dernière année, a de quoi inspirer. Ils ont refusé de se taire. Au lieu de cela, ils continuent à s'organiser et à résister face à la pression économique et à la répression



politique croissantes, qui incluent la violence en cours.

Face à la violence de la guerre et aux inégalités économiques, les mouvements de résistance se propagent et se renforcent. De plus en plus de travailleurs se battent pour leurs droits et réclament justice et démocratie. Nous ressentons tous les conséquences de la politique économique enracinée dans un capitalisme sans restriction qui donne la priorité aux profits. Notre lutte en tant que travailleurs est une lutte partagée mondialement.

La solidarité internationale et les échanges entre travailleurs rapprochent les membres du SCFP de ces luttes créatives et courageuses. Nous apprenons des leçons importantes et établissons des liens entre nos défis chez nous et ceux de l'étranger. Nous aidons à bâtir un mouvement international plus réseauté, mieux coordonné et plus puissant.

Le Fonds pour la justice mondiale du SCFP est l'une des façons dont notre syndicat soutient les mouvements mondiaux pour les droits de la personne, la protection des travailleurs, la paix et la justice. Grâce à ce Fonds et à nos relations avec les travailleurs du monde entier, nous soutenons les syndicats et les mouvements sociaux qui organisent les plus opprimés

et les plus marginalisés d'entre nous.

Les projets financés par le Fonds apportent aux membres du SCFP la possibilité de tisser des liens avec des travailleurs du monde entier. Le SCFP est fier d'appuyer des projets qui permettent à ses membres de communiquer avec les militants qui s'opposent à la violence et à la guerre, défendent leurs droits territoriaux et réclament des emplois décents, des services publics performants, des salaires décents et des lieux de travail sécuritaires.

Le SCFP est uni aux côtés des travailleurs du monde entier contre la privatisation, la pauvreté, l'austérité, la corruption et la guerre. Et nous continuerons à combattre ces mêmes forces au Canada. Une résistance collective et coordonnée : c'est le seul moyen de parvenir à la justice et à la dignité pour tous.

Si votre section locale souhaite soutenir le Fonds pour la justice mondiale du SCFP et les œuvres de notre syndicat en matière de solidarité internationale, visitez le scfp.ca/justicemondiale ou communiquez avec l'agente en solidarité internationale Kelti Cameron à l'adresse kcameron@scfp.ca.

**ENSEMBLE, CONTINUONS
À BÂTIR UN MONDE
MEILLEUR.**



Les membres du Comité national de la justice mondiale du SCFP 2018-2019

Keir Hiscock,
Terre-Neuve-et-Labrador
.....
Janice Melanson,
Nouveau-Brunswick
.....
Shawna Quinn,
Île-du-Prince-Édouard
.....
Cheryl Burbidge, Nouvelle-Écosse
.....
Royse Henderson, Québec
.....
Nathalie Garceau, division du transport aérien, Québec
.....
Farid C. Partovi, Ontario
.....
Sarah Pentlow, Cuso International
.....
Connie Sorio, KAIROS
.....
Diana Sarosi, Oxfam Canada
.....
Heather Dolenuck, Manitoba
.....
Denise MacDonald, Saskatchewan
.....
Mabel Ong, Alberta
.....
Andrew Ledger,
Colombie-Britannique
.....
Betty Valenzuela, Syndicat des employés d'hôpitaux
.....
Steve Stewart, CoDéveloppement Canada
.....
Denis Bolduc, liaison avec le Conseil exécutif national
.....
Kelti Cameron, conseillère
.....

Les donateurs du Fonds pour la justice mondiale

Mars 2018 - avril 2019

SCFP national
.....
SCFP-Colombie-Britannique
.....
SCFP-Saskatchewan
.....
SCFP-Ontario
.....
SCFP-Québec
.....
SCFP-Île-du-Prince-Édouard
.....
SCFP-Nouvelle-Écosse
.....
SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador
.....
Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH)
.....
Personnel du SCFP
.....
SCFP 382 (concierges, gens de métier et ouvriers du district scolaire 61 du Grand Victoria, C.-B.)
.....
SCFP 1876 (salariés du foyer Northside Community Guest Home, North Sydney, N.-É.)
.....
SCFP 2440 (salariés de Cuso International, Ottawa, Ont.)
.....
SCFP 3067 (salariés du foyer New Dawn Guest Home, North Sydney, N.-É.)
.....
SCFP 3260 (aides-éducateurs, intervenants auprès des jeunes, assistants scolaires et assistants en milieu de travail de l'Î.-P.-É.)
.....
SCFP 4557 (salariés de KAIROS, Ottawa, Ont.)
.....
SCFP 4600 (assistants d'enseignement, assistants de recherche et chargés de cours à l'Université Carleton, Ottawa, Ont.)
.....
SCFP 8920 (travailleurs en soins de courte durée de la Nouvelle-Écosse)
.....



SALARY INCREASE NOW!
HB 07197
FOR NURSES

SWELDO ITAAS!

**TRAIN AT CHA-CHA
NOUTERTE IBISURA!**

SALARY INCREASE NOW!
HB 07196
FOR NURSES

SWELDO ITAAS!

30K FOR TEACHER | 31K FOR INSTRU

ALLIANCE OF CONCERNED TEACHERS-PHILIPPINES

▲
MANIFESTATION POUR UNE AUGMENTATION DE SALAIRE DE L'ALLIANCE DES ENSEIGNANTS PRÉOCCUPÉS, AUX PHILIPPINES